PARTAGE NOIR

Augustin Souchy - 3
Attention: anarchiste!

Né le 28 août 1892 dans la ville aujourd'hui polonaise (et autrefois allemande) de Ratibor, Augustin Souchy s'intéresse dès sa jeunesse aux idées socialistes, puis anarchistes.

De 1922 à 1933, Augustin Souchy voyage et côtoie plusieurs figures importantes du mouvement révolutionnaire et parmi eux : Max Nettlau, Buenaventura Durruti, Erich Mühsam, Louis Lecoin, Simon Radowitzky, Georg Friedrich Nicolai.

Augustin dresse le portrait de ces militants en butte à la répression nazie, démocratique ou communiste.

PARTAGE NOIR - 1990

PARTAGE NOIR

AUGUSTIN SOUCHY 3

ATTENTION: ANARCHISTE!

AVERTISSEMENT

Né le 28 août. 1892 dans la ville aujourd'hui polonaise (et autrefois allemande) de Ratibor, Augustin Souchy s'intéressa dès sa jeunesse aux idées socialistes, puis anarchistes. Profondément antimilitariste, il déserte en 1914 et se réfugie en Scandinavie. Sur son mandat d'arrêt figurait l'avertissement: *« Attention, anarchiste ! »* Cette brochure est la première partie de la traduction* de ses *Mémoires* parus sous le titre: *Vorsicht Anarchist! Ein Leben für die Freiheit. Politische Erinnerungen*, chez Trotzdem-Verlag (édition 1982).

Le groupe éditeur

** Tous nos remerciements au traducteur.*

https://www.partage.noir.fr
contact@partage-noir.fr

1990/25-08-2020

CC BY NC SA

rebelles militaires. Dans chaque village, dans chaque ville que traversait la colonne de Durruti, s'ensuivait — comme d'un coup de baguette magique — une révolution sociale.

La marche de Durruti fut stoppée du côté de Caspe par les forces supérieures des franquistes. Une guerre de position succéda à la rébellion militaire et à la révolution sociale. Lorsqu'un mois plus tard, Madrid fut menacée par les troupes de Franco, ce fut encore Durruti qui arriva à la rescousse. Mais les combats faisaient d'innombrables victimes. Des 4 000 miliciens qui avaient accompagné Durruti sur Madrid, les deux tiers tombèrent en l'espace de quatre semaines. Lui-même reçut une balle en plein cœur.

La lutte de Durruti avait débuté à dix-sept ans comme meneur de grève, elle se termine à quarante ans comme leader d'une colonne dans la guerre civile. Guère théoricien, il luttait pour ses idées par des actes et n'avait pas peur de commettre des attentats (il est vrai qu'on ne put jamais attester sa participation à ceux-ci). Sa vie mouvementée fascina les historiens et les poètes, tels Hans Magnus Enzensberqer (*Le bref été de l'anarchie*). Des biographies détaillées de Durruti sont parues en espagnol et en français.

Durruti n'était pas de ces généraux qui meurent dans leur lit. Il combattit en militant révolutionnaire. Dans sa colonne, il n'y avait que des camarades égaux en droits. Il mangeait au même plat que tous, et dormait par terre pour laisser son lit aux plus nécessiteux. Il ne forçait pas à la discipline par la subordination, il l'obtenait en montrant lui-même l'exemple. Là était sa force : leader au milieu de ses égaux. Ardent idéaliste, audacieux lutteur, incorruptible caractère : Buenaventura Durruti était tout cela. Né un 14 juillet, jour de la prise de la Bastille, qui déclencha la Révolution française, il mourut un 20 novembre, anniversaire de l'éclatement de la Révolution mexicaine : il était prédestiné à être un grand révolutionnaire.

Durruti et Ascaso se décident donc à entrer illégalement en Allemagne. Et c'est ainsi qu'ils arrivent à Berlin.

Après de vaines démarches auprès des autorités policières pour obtenir un permis de séjour aux deux exilés politiques, j'allai demander conseil à l'ancien ministre social-démocrate de la Justice dans le gouvernement de Prusse, Kurt Rosenfeld, que je connaissais et qui était un avocat renommé et efficace. Il considéra que l'espoir d'obtenir un permis de séjour pour Ascaso et Durruti était exclu, à cause de leur attentat contre le cardinal Soldevila. Le parti centriste au gouvernement appuierait leur extradition vers l'Espagne. Mais si les deux réfugiés restaient à Berlin sans être déclarés, il y avait des chances qu'on fermât les yeux.

Durruti séjourna plusieurs semaines durant dans mon appartement berlinois. J'eus donc la possibilité de découvrir et d'apprécier sa simplicité, sa droiture et son tempérament ouvert. A Berlin, loin de leur patrie et de leurs compagnons conspirant depuis la France et la Belgique, les deux militants anarchistes étaient perdus. Lassés par l'inactivité, ils se rendirent en Belgique, où ils préparèrent avec Macià l'insurrection contre la dictature. L'effondrement de la monarchie n'était plus loin.

Dans la « familia libertaria », la famille libertaire internationale, à laquelle nous appartenions, nous nous sentions tous frères et sœurs. Tout comme j'avais moi-même trouvé le gîte chez des compagnons d'idées au cours de mes nombreux voyages sur le vieux et le nouveau continent, ma maison était aussi ouverte à tous mes parents spirituels. Les plus connus d'entre eux dont je me souviens furent Emma Goldman, le professeur de philosophie Camillo Berneri, persécuté par Mussolini et que les communistes abattirent d'une balle dans le dos au cours des tragiques semaines de mai 1937 à Barcelone, et l'intellectuel espagnol Orobón Fernandez, à qui je dus prêter un costume afin qu'il puisse se présenter en costume bourgeois à l'école Berlitz, où il postulait pour un emploi de professeur.

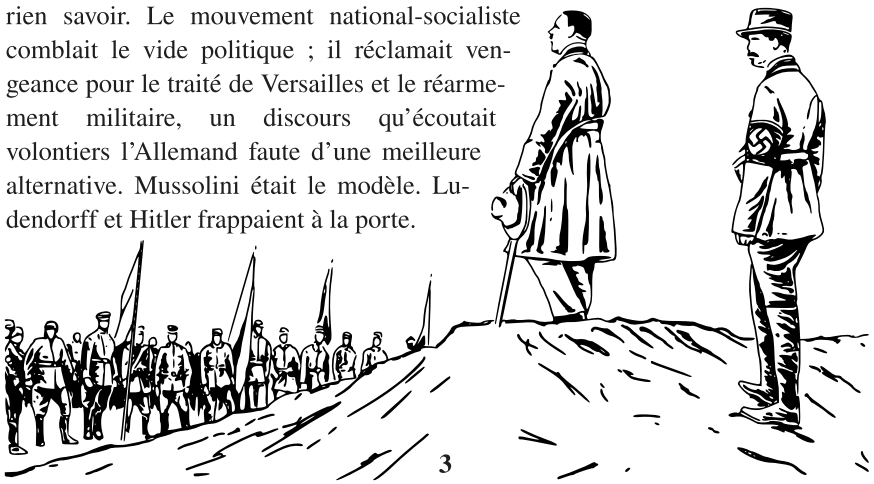
Lors de l'éclatement de la guerre civile espagnole en juillet 1936, je me trouvais chez Durruti et ses compagnons. La lutte de ces journées de juillet était d'une grandeur épique. Ascaso tomba lors de la prise de la caserne d'Atarazanas. Ce furent des anarchistes, non formés à la lutte militaire, qui gagnèrent cette bataille contre une armée classique et entraînée. Deux jours après la victoire en Catalogne, Durruti, à la tête d'une colonne de plusieurs milliers d'hommes, marcha vers la province d'Aragon dont la capitale Saragosse était aux mains des

1922-1929 : les anarchistes sous le régime de Weimar

L'inflation en Allemagne avait atteint son point culminant en 1922. Les salaires devaient être versés quotidiennement, car la valeur réelle du papier-monnaie chutait de manière folle d'un jour à l'autre. Il dut se trouver quelques paysans qui purent tapisser leur salle de séjour avec des billets dévalués. Chacun cherchait à placer son argent dans des valeurs concrètes. Il arrivait à celui qui négligeait de le faire la même aventure qu'à ma tante Anna de Berlin, qui put à peine s'acheter un quart de livre de beurre avec ce qu'elle avait épargné en vingt ans de dur labeur.

Les apôtres des théories catastrophes voyaient dans l'inflation les signes avant-coureurs de l'effondrement du capitalisme, que suivrait la socialisation. Mais la dévaluation de l'argent ne rendit pas la classe ouvrière plus révolutionnaire pour autant. La crise financière ne débouchait pas sur une situation révolutionnaire. La majorité des gens de toutes les classes sociales ne pensaient qu'à transformer la valeur fictive de l'argent en valeurs concrètes. On ne pouvait en tenir rigueur au particulier, car lors de l'instauration d'un nouvel étalon, un nouveau mark stabilisé s'échangea contre mille milliards d'anciens marks !

Le mouvement ouvrier était atone. Les sociaux-démocrates pratiquaient une politique du possible, au sens où ils l'entendaient, c'est-à-dire sans buts révolutionnaires. Ils ne cherchaient pas à influencer le cours des événements mais, au contraire, se laissaient porter par eux. Les communistes propageaient les idées révolutionnaires selon le modèle russe, dont la majorité des travailleurs ne voulait rien savoir. Le mouvement national-socialiste comblait le vide politique ; il réclamait vengeance pour le traité de Versailles et le réarmement militaire, un discours qu'écoutait volontiers l'Allemand faute d'une meilleure alternative. Mussolini était le modèle. Ludendorff et Hitler frappaient à la porte.



Nous autres, syndicalistes, minorité sur l'aile gauche du mouvement ouvrier, nous diffusions nos idées d'un socialisme libertaire et fédéraliste dans des réunions publiques, dans l'hebdomadaire *Der Syndikalist* (tiré en moyenne à 80 000 exemplaires) et par la publication des œuvres de Bakounine, Kropotkine, J.H. Mackay, Domela Nieuwenhuis, Rudolf Rocker et autres socialistes libertaires et anarchistes. Nous publiions aussi toute une collection sur l'émancipation sexuelle, pour l'abolition des peines contre l'avortement et pour une libre régulation des naissances. Nous prenions part au « bureau antimilitariste » dont le siège était en Hollande et nous participions activement au mouvement européen « Plus jamais la guerre », qui développa une intense propagande surtout en France et en Angleterre. Sans doute n'avons-nous jamais atteint notre but, l'abolition du militarisme, mais les sociaux-démocrates et les communistes, beaucoup plus forts, n'ont pas mieux réussi à atteindre les leurs.

Dessin de Cyril

par pétition au président du Conseil de libérer les trois Espagnols. Les représentants du peuple sont d'avis que les délits commis pour des motifs politiques doivent être jugés selon des critères politiques. Poincaré, le président du Conseil, veut éviter un vote qui pourrait amener sa chute. C'est donc pour cette raison qu'il rejette la demande d'ex-tradition de l'Argentine. Les trois anarchistes, enfermés depuis plus d'un an, sont enfin libérés, mais interdits de séjour en France. La Russie communiste leur refuse aussi le droit d'entrer.

c'est qu'à chaque fois qu'il rentre à la maison, je dois l'habiller de la tête aux pieds ». Arrêté à Madrid, Durruti est accusé de désertion, d'un hold-up et de la préparation d'un attentat contre le roi Alfonso XIII. Comme on ne peut apporter de preuves sur ces principaux chefs d'accusation, il est envoyé comme déserteur au Maroc. Il échappe à la condamnation en prenant la fuite.

En septembre 1923, le général Primo de Rivera proclame la dictature. Les confédérations syndicales suspendent leurs activités pour ne pas donner prétexte à une intervention au gouvernement militaire, mais les groupes militants poursuivent la lutte dans l'illégalité. Durruti et Ascaso arrivent à se retirer en France avant de se faire arrêter. Ils ont perdu une bataille, mais l'élan demeure intact, le combat continue. Un an après, un soulèvement général est en préparation. On projette une grève générale, l'occupation des casernes par les ouvriers révolutionnaires aidés de camarades soldats et sous-officiers, des opérations de guérilla dans les Pyrénées, sous la conduite d'Ascaso et de Durruti. Mais la première tentative échoue et les généraux mobilisent toutes heurs forces de combat : les révolutionnaires ne sont plus à la hauteur. La rébellion s'effondre, la réaction tombe de tout son poids. Les prisons s'emplissent de combattants pour la liberté, dont les familles ont besoin d'aide. Mais les moyens manquent, les syndicats ayant été dissous et l'organisation de quêtes est impossible. Durruti et Ascaso décident d'aller chercher de l'argent en Amérique latine. Gregorio Jover, du groupe des Solidarios, se joint à eux. Ils commencent leur mission fin 1924 par Cuba et la terminent, un an et demi après, par l'Argentine.

De retour en France au début de 1926, ils apprennent une nouvelle d'une importance stratégique : le roi Alfonso XIII est invité aux festivités du 14 juillet à Paris. Une occasion inespérée de porter un coup décisif à la dictature : enlever le roi ! Les préparatifs se font avec le plus grand soin, mais le plan est découvert, les « trois mousquetaires » (comme Durruti, Ascaso et Jover seront appelés par plaisanterie) atterrissent en prison. L'Espagne demande leur extradition, mais il s'agit d'un délit politique, et le public proteste contre les prétentions espagnoles. La presse libérale et démocrate, tout comme les personnalités du monde de la culture espagnole vivant en exil — parmi elles Miguel de Unamuno, José Ortega y Gasset et Vicente Blasco Ibáñez — soutiennent les malheureux enleveurs de majesté. Le gouvernement français cède. Mais c'est au tour de l'Argentine de demander l'extradition des accusés, pour des délits politiques. Là encore, le public français proteste. Plus de 250 députés de l'Assemblée nationale demandent

Rudolf Rocker

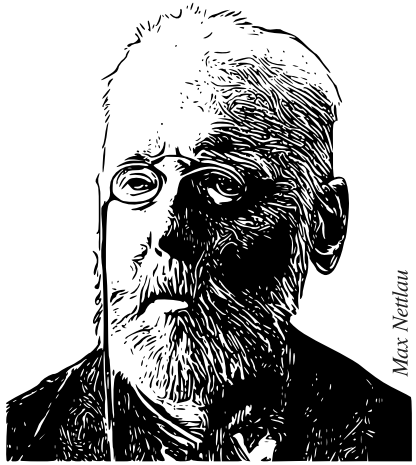
La tête pensante de notre mouvement était Rudolf Rocker. Né en 1873 à Mayence, il perdit ses parents dans sa petite enfance. Élevé en orphelinat, l'apprenti relieur s'intéressa très tôt au mouvement socialiste. Il dut quitter l'Allemagne à l'époque de la répression anti-socialiste. Après un long séjour en France, il s'établit à Londres, où il devint actif dans le mouvement ouvrier juif et devint rédacteur du journal yiddish *Arbeter Fraynd.* Par ses publications en yiddish, il a contribué, en tant que non-juif, à l'enrichissement de la littérature de cette langue [1].

Rocker revint en Allemagne après la Première Guerre mondiale. Socialiste cultivé à l'esprit clair, brillant orateur, tempérament équilibré, caractère intègre et ouvert, une nature conciliante qui cherchait à régler au mieux chaque querelle — Rudolf Rocker était pour nous, les plus jeunes, le modèle d'un combattant de la liberté.

Rocker possédait une connaissance extraordinaire de l'histoire du mouvement ouvrier international, comme le montre sa biographie de Johann Most, et en même temps un grand sens pratique pour les problèmes de l'époque, comme en témoignent ses écrits : *La lutte pour le pain* et *La rationalisation de l'économie et la classe ouvrière*. Ce fut lui qui élabora le programme des anarcho-syndicalistes allemands et proposa une déclaration de principes au congrès syndical international de décembre 1922, dans laquelle il opposait le socialisme libertaire à la dictature des communistes et l'opportunisme politique des sociaux-démocrates. La contribution la plus importante de Rocker à la philosophie de l'histoire fut son œuvre d'abord publiée en anglais : *Nationalism and culture* (1937), qui parut en Allemagne en 1949, après la Seconde Guerre mondiale, sous le titre : *Die Entscheidung des Abendflandes* (« Le jugement de l'Occident »). Bertrand Russel, Albert Einntein et Thomas Mann manifestèrent leur plus grand intérêt pour ce livre. Rudolf Rocker mourut à 84 ans, à New York. Une étroite amitié me lia à lui jusqu'à sa mort.

[1] Voir Magdalena Melnikow et Hans Peter Duerr : Aus den Memoiren eines deutschen Anarchisten*, éd. Suhrkamp, Francfort, 1974.*

Max Nettlau


Max Nettlau

L'historien Max Nettlau, « l'Hérodote de l'anarchie » comme le nomma Rocker dans sa biographie, me fit une grande impression. Nettlau, fils d'un homme de fortune, avait étudié la philologie à Vienne et passa son doctorat avec un travail sur la langue celtique. Plus tard, il se consacra entièrement à l'étude de l'anarchisme. *« Je ne m'occupe que de thèmes particuliers qui n'intéressent qu'un cercle restreint et ne rapportent rien »*, me dit-il en riant, lors d'une de nos discussions, lorsque je lui rendis visite dans sa petite chambre de Vienne. L'historien absorbé par ses recherches avait perdu à cause de l'inflation la fortune dont il avait hérité et qui lui aurait permis en temps normal de vivre une vie sans souci.

Les œuvres de Nettlau : *Le printemps de l'anarchie, L'Anarchisme de Proudhon à Kropotkine, Anarchistes et socialistes révolutionnaires, Bakounine* (3 tomes), *Errico Malatesta, la vie d'un anarchiste* et quelques autres écrits de moindre importance parurent aux éditions *Der Syndikalist*. Sa brochure *Responsabilité et solidarité dans la lutte des classes* est d'une importance particulière et conserve encore aujourd'hui toute son actualité. Il y exhorte les ouvriers à *« cesser de se considérer comme les outils irresponsables du capitalisme »* et à chercher à influencer le processus de production. Par cet écrit, Nettlau devint l'un des pionniers de la cogestion syndicale actuelle [1] tout. comme, par ses appels à refuser de fabriquer des produits dangereux, il fut un pionnier de l'écologie.

Les revenus que tirait Nettlau de la publication à petits tirages de ses œuvres étaient maigres. Lorsque les nazis fermèrent notre maison d'édition et détruisirent notre stock de livres, il ne lui resta plus rien. Les nazis pillèrent aussi la bibliothèque de l'Association communiste pour la culture ouvrière, fondée à Londres au siècle dernier par des émigrants socialistes allemands. Cette bibliothèque était conservée dans nos locaux de Berlin et était d'un grand intérêt historique.

domaine social, l'Espagne était restée loin derrière les pays industriels européens, plus évolués. Le comportement arrogant des patrons et la législation du travail rudimentaire poussaient les travailleurs sur les chemins de « l'action directe », tradition héritée de la Première Internationale. Le gouvernement, la police, l'armée et l'Eglise étaient du côté du capital. Les syndicats radicaux devaient être détruits, les leaders ouvriers les plus actifs éliminés. Les « pistoleros », policiers privés et armés, faisaient la chasse aux syndicalistes en vue. Lorsque l'anarcho-syndicaliste Salvador Seguí fut abattu en plein jour à Barcelone, les travailleurs répondirent par une grève de protestation. Il n'y eut pas moins de trente-trois syndicalistes « abattus alors qu'ils tentaient de fuir » en 1920, partie par les pistoleros, partie par la police.

La terreur venant d'en bas fut la réponse à celle venant d'en haut. Le conservateur Eduardo Dato, président du Conseil, fut victime en mars 1921 d'un attentat des anarchistes catalans Pedro Mateu et Luis Nicolau. L'organisateur des pistoleros fut exécuté par les anarchistes Francisco Ascaso et Juan Garciá Oliver. Le gouverneur Regueral, responsable des persécutions en Aragon mourut de mort violente. A l'assassinat par la police du leader de la CNT Salvador Seguí, répondit l'exécution de l'archevêque de Saragosse, Soldevila. C'était Soldevila qui avait introduit les pistoleros dans son diocèse. Les attentats étaient le fait d'individus ou de quelques compagnons d'armes. Il n'y avait pas d'organisation terroriste centrale.

Durruti lia une fraternité d'arme avec Francisco Ascaso, qui devait durer jusqu'à la mort. Pour ne pas compromettre les syndicats, ils créèrent une association idéologique en 1922 : « Los Justicieros ». Elle prit plus tard le nom de « Los Solidarios ». Tous deux furent des pionniers de la FAI (Federacíon Anarquista Ibérica) fondée en 1927.

La tension monte, il faut aider les prisonniers, payer leurs avocats. Lors de l'interdiction et de la dissolution des syndicats, la caisse de ceux-ci a été confisquée. L'argent manque. Durruti trouve une solution : « Puisque l'État pille la caisse de notre syndicat, nous avons le droit de nous dédommager sur les deniers publics ». Cela demande bien-sûr de l'audace, du courage, de la confiance en soi. Mais ni Durruti ni Ascaso n'en manquent. L'attaque d'un convoi de la Banco de España leur rapporte 100 000 pesetas (selon la presse), l'attaque de la Banco de Bilbao, 300 000. Les journaux prêtent ces mots à la mère de Durruti : *« Je ne sais pas si mon fils manipule les millions. Ce que je sais*,

Buenaventura Durruti

Comme secrétaire de l'AIT, j'entretenais des contacts étroits avec les anarcho-syndicalistes espagnols qui, sous la dictature de Primo de Rivera, menaient un combat commun avec la gauche catalane. Ce fut je crois en 1927, que le leader du mouvement autonomiste catalan, le colonel Francesc Macià i Llusa, nous rendit visite, dans l'espoir d'obtenir des aides financières pour le combat commun. Je dus lui ôter ses illusions, car l'internationale syndicale était financièrement peu riche. Il se tourna vers l'Internationale syndicale rouge de Moscou, mais il n'eut guère plus de succès. Staline n'était pas le moins du monde intéressé par les buts que s'étaient fixés les Catalans et les syndicalistes, car les communistes n'y auraient trouvé aucun profit. Après les élections municipales du 14 avril 1931, qui donnèrent la majorité aux républicains, Macià eut l'honneur d'être le premier à pouvoir annoncer la naissance d'une Catalogne autonome, qui fut suivie quelques jours plus tard par la proclamation de la République espagnole.

Les patriotes catalans décidèrent en 1977 d'ériger un monument à Barcelone en souvenir de leur pionnier.

Un soir de l'été 1928, alors que j'entrais dans mon appartement de Berlin-Wilmersdorf j'entendis une sonore voix d'homme chantant le refrain français : *« C'est le piston, piston, piston qui fait marcher la machine »*. Le chanteur était un homme brun, grand et fort, la trentaine passée, qui jouait avec mon fils de trois ans. Ce fut mon premier contact avec Buenaventura Durruti.

Né en 1896 dans la capitale provinciale du León, au nord de l'Espagne, d'un père cheminot, apprenti serrurier et mécanicien après ses études primaires, Durruti prit part dès ses plus jeunes années à la lutte syndicale. Militant, mais selon ses mots non militaire, il évita le service national en se réfugiant en France, afin que *« le roi ait un soldat de moins et un révolutionnaire de plus »*, selon ce qu'il écrivit plus tard à sa sœur. Il vint à l'anarchisme en fréquentant les exilés espagnols et en lisant les écrits libertaires. Après deux ans d'exil, il rentra au pays. A vingt-deux ans, le jeune homme est déjà l'un des activistes les plus zélés de la lutte sociale.

Durant la Première Guerre mondiale, l'Espagne bénéficiait d'une conjoncture favorable. Le plein emploi offrait d'excellentes conditions dans la lutte pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Dans le

Pour Nettlau cependant, le proverbe : *« Quand l'urgence est grande, le secours n'est pas loin »* devait jouer. Il légua sa bibliothèque à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, qui lui offrit en échange de ce don de valeur une rente perpétuelle et la possibilité de travailler dans les locaux de l'institut. Il vécut à Amsterdam jusqu'à sa mort en 1944. Les nazis ne l'inquiétèrent pas lui-même, mais en avaient après sa bibliothèque. Lorsqu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, Amsterdam fut occupée par les Allemands, Alfred Rosenberg, l'idéologue du national-socialisme, fit réquisitionner les livres de Nettlau pour son usage personnel. Mais les désordres de la guerre contrarièrent ses projets. La guerre finie, on trouva les caisses de livres encore fermées dans une gare du Nord-Ouest de l'Allemagne. Ils furent ramenés à Amsterdam et se trouvent aujourd'hui encore à l'Institut d'histoire sociale.

[1] La cogestion syndicale actuelle n'incite pas les travailleurs à « cesser de se considérer comme les outils irresponsables du capitalisme » (NDE) !

Sacco et Vanzetti

Sacco et Vanzetti
(Dessin de Flavio Costantini).

1927 fut une année d'agitation mondiale pour la défense de Sacco et Vanzetti. Nous aussi à Berlin et dans le reste de l'Allemagne, nous faisions notre possible pour obtenir la libération des deux anarchistes condamnés à mort. Je m'étais déjà occupé de procès politiques américains et ne pouvais me tenir à l'écart de ce cas. En 1920, j'avais publié à Stockholm *Anarkist märtyrerna i Chicago* (« Les martyrs anarchistes de Chicago ») qui racontait un assassinat légal dont peu de gens aujourd'hui encore ont entendu parler.

L'exécution de quatre anarchistes — le cinquième condamné à mort s'était lui-même donné la mort auparavant — le 11 novembre 1887 est un événement tragique de l'histoire du mouvement ouvrier international. Les condamnés — August Spies, Adolf Fischer, Georg Engel, Albert Parsons et Louis Lingg — étaient les organisateurs d'une manifestation ouvrière pour la journée de huit heures, qui eut lieu le 4 mai 1886 au Haymarket de Chicago. Au moment de la dissolution de cette manifestation par la police une bombe explosa et tua sept policiers et quatre autres personnes. Les organisateurs et orateurs du meeting furent considérés comme responsables de l'attentat. Bien que tous les hommes et les femmes progressistes de l'époque — parmi eux G.B. Shaw — protestèrent contre la sentence de mort, celle-ci fut maintenue. Sept ans plus tard, une commission d'enquête constituée par le gouverneur Altgeld établit que les jurés et les juges avaient condamné sous l'influence de la propagande anti-anarchiste [1].

Les martyrs de Chicago devinrent un symbole. Trois ans plus tard, un congrès socialiste international réuni à Paris décida de proclamer le premier mai jour de lutte des travailleurs. La revendication pour la journée de huit heures ne pouvait plus être réduite au silence. C'est aux anarchistes de Chicago que nous devons le Premier Mai, jour férié mondial. Le deuxième scandale judiciaire américain dont j'eus à m'occuper,

lors de la baisse de la conjoncture et de la montée du mouvement hitlérien. Alexander Berkman était persona non grata aux USA. En France, on ne voulut d'abord pas lui accorder d'autorisation de séjour en raison de son passé. Ce n'est qu'après l'intervention de Romain Rolland, Bertrand Russel, Thomas Mann et Albert Einstein qu'il put avoir le droit de séjourner dans la patrie de la révolution européenne. Il mourut le 28 juin 1936, trois semaines avant qu'éclate la guerre civile espagnole. De sa fin amère, Emma Goldman écrivit :

« Les nombreuses années de prison et d'exil, les humiliations inhumaines auxquelles il avait été exposé — il avait dû mendier à des lèche-bottes patentés jusqu'à l'air qu'il respirait — le combat éreintant pour la simple existence, auxquels la maladie vint s'ajouter, tout cela avait fait de sa vie un fardeau ; il refusait d'être une charge pour son entourage ; aussi fit-il ce qu'il avait toujours annoncé : il accéléra sa fin de ses propres mains. »

Au contraire des professionnels de la révolution, Alexander Berkman fut un rebelle permanent. Dans sa jeunesse, il avait cru pouvoir être le bras d'une justice terrestre. Lui-même, lui tout seul, voulut punir un tyran, qui n'avait pas hésité à faire assassiner des hommes innocents. Son attentat échoua, mais il dut lourdement expier la tentative. Des soixante-six ans de sa vie, un demi-siècle fut voué à la cause de la liberté et de la justice sociale. Même en prison, il se battit pour les droits de ses compagnons d'infortune enfermés avec lui. Auteur d'attentats manqués, Sacha Berkman fut toute sa vie un homme intègre et un anarchiste conséquent.

qu'il puisse donner sa propre position sur ce sujet dans une préface ou une postface. Inutile de dire que Lénine refusa. Il n'y avait pas de critique possible sous la dictature, et encore moins à son sommet. Les partisans du tsar étaient vaincus, les défenseurs du capital désorganisés, il n'y avait plus aucun danger du côté des forces conservatrices. Et pourtant, il n'y avait aucune liberté et que peu de pain.

La rébellion de Kronstadt en mars 1921 fut le point culminant du mouvement d'opposition au bolchevisme. Alexander Berkman et Emma Goldman s'engagèrent pour les ouvriers de Petrograd et les marins de Kronstadt, qui réclamaient une plus juste répartition des biens de consommation, les élections libres des soviets, la liberté de presse et de réunion. Lénine et Trotsky répondirent par les canons, les voitures blindées et les mitrailleuses. Dix-huit mille matelots, ouvriers et soldats révolutionnaires furent abattus. *« Se taire là-dessus serait un crime »*, écrivirent Alexander Berkman et Emma Goldman aux détenteurs du pouvoir communiste. Les deux anarchistes ne virent plus aucune possibilité d'exercer librement leurs activités dans ce pays. La Russie révolutionnaire était devenue, sous la domination du parti communiste, un pays réactionnaire. Tout comme à dix-huit ans, au temps du tsar, Berkman dut, à cinquante et un ans, fuir le pays de la dictature communiste. Cette seconde émigration fut plus amère que la première, elle détruisit ses illusions. Des dizaines d'années d'espoir venaient de s'effondrer. La domination du parti communiste lui montrait comment se perd une révolution.

Fin 1921, Alexander Berkman et Emma Goldman quittèrent donc le pays de leurs rêves et de leurs désillusions. Après un court séjour en Suède, ils débarquèrent à Berlin. Berkman, qui connaissait les souffrances du cachot, n'oublia pas ses camarades restés dans les geôles communistes. Il collecta de l'argent pour les soutenir et publia une feuille d'information sur les persécutions politiques en Union soviétique. Dans ses livres *La rébellion de Kronstadt* et *La tragédie russe*, il montra l'incompatibilité entre dictature et socialisme. Dans *L'ABC de l'anarchisme*, il démontra à partir de l'expérience de la Russie de Lénine, que la justice sociale ne peut se réaliser dans une économie étatique. Il y préconisait la libre association des producteurs autonomes. Au cours de son séjour de plusieurs années à Berlin, j'eus l'occasion de faire de plus près connaissance avec l'homme, le désintéressement de ses efforts et son sentiment de solidarité, si profondément enraciné en lui.

Berlin était une étape pour les réfugiés russes, pas un terminus. Peu d'entre eux pouvaient s'y acclimater. La plupart se cherchèrent des pays plus hospitaliers

fut l'exécution sur la chaise électrique, en 1915 à, Salt Lake City de Joe Hill [2], poète ouvrier américain né en Suède. Joe Hill fut accusé d'un meurtre, sans qu'on puisse jamais apporter la moindre preuve de sa culpabilité. Là aussi, le juge étaient partie prenante de la campagne de dénigration contre les « syndicalistes criminels ». Il fallait que Hill meurt car ses chansons élevaient les cœurs contre le système d'exploitation de l'époque.

Jusqu'à présent personne ne s'est donné la peine d'apporter la lumière sur ce sombre chapitre de l'histoire de la prévarication. Mais les chansons de Hill avaient conquis les cœurs de la classe ouvrière américaine. Il y a quelques années, au Pershing square de Los Angeles, j'entendis un groupe du matelots chanter son « Workers of the world unite » (« Travailleurs du monde, unissez-vous ») sur la mélodie de « Lieb mich und die welt ist mein ». Un diplomate nord-américain me fit écouter sur son électrophone dans son appartement d'une capitale sud-américaine les plus célèbres chansons de Joe Hill. Les paroles ironiques du poète révolutionnaire : *« You will get pie in the sky, when you die »* (« Tu auras de la tarte au ciel, quand tu mourras ») résonnaient mélodieusement dans l'élégant salon. Hill fut réhabilité par le peuple. En 1970, un film parut à l'affiche des cinémas américains et scandinaves, qui retraçait la vie héroïque et sa fin tragique. Joe Hill était un lutteur. Il était loin du sentimentalisme romanesque, il avait une vision réaliste de la mort et pas d'angoisse métaphysique. Il attachait davantage d'importance à la quête de la beauté. Juste avant que le bourreau ne lui prit la vie, il écrivit :

« My body if I could choose
I would to aches it reduce,
And may the merry wind blow
The dust there where some flowers grow.
Perhaps came fading flower then
Would corne to life and blow again.
That is my last and final will,
Good luck to all of you, Joe Hill [3]. »

Sacco et Vanzetti, point de départ de cette digression historique, furent arrêtés un 1920 et accusés d'avoir tué deux hommes et volé 15 776 dollars. Bien que leur culpabilité ne pût jamais être confirmée, la cour, sous la pression d'une opinion publique surchauffée, les déclara coupables en juillet 1921 à Boston, parce qu'ils

étaient anarchistes. La condamnation à mort souleva une tempête d'indignation qui força les autorités à différer l'exécution.

Les tergiversations durèrent sept ans. L'affaire atteint une renommée mondiale. Lorsque malgré toutes les pétitions, protestations et demandes en grâce, l'exécution fut fixée en août 1927, cela déclencha des manifestations dans toutes les capitales occidentales. J'avais écrit une brochure en langue allemande sur cette affaire qui fut diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires. Au Jardin public de Berlin eut lieu une gigantesque manifestation, devant laquelle, entre autres orateurs, je pris la parole. Partout, les foules réclamaient l'annulation de la condamnation à mort. Des parlementaires de Paris et Berlin appelèrent les autorités judiciaires américaines à ajourner l'exécution. Les Nobel Thomas Mann et Albert Einstein, l'écrivain H.G. Wells et même Mussolini se prononcèrent en faveur des condamnés. La « conscience mondiale » s'était éveillée. Jamais encore la soif de justice ne s'était faite aussi unanimement sentir, par-delà les frontières nationales. Les peuples ressentaient l'injustice faite aux uns comme une menace pour tous.

Mais ce fut en pure perte. Le 23 août 1927, Sacco et Vanzetti durent s'asseoir sur la chaise électrique. Une fois de plus, la raison d'État avait triomphé de la justice et des sentiments humains. Peu avant son exécution, Nicola Sacco écrivit à Dante, son fils de quatorze ans, une lettre dans laquelle il disait :

« Ne pleure pas, Dante, car trop de larmes ont été versées en vain, surtout par ta mère, sans résultat. Au lieu de pleurer, sois fort pour être à même de consoler ta mère. Quand tu voudras la distraire des pensées douloureuses, amène-la, comme je le faisais, en campagne cueillir les fleurs des bois et se reposer à l'ombre des arbres, dans l'harmonie de la nature. Souviens-toi, Dante, ne songe pas seulement à ton bonheur : au contraire, regarde autour de toi, aide les faibles qui cherchent aide et porte secours aux persécutés et aux victimes qui luttent et tombent, comme ton père et Bartolomeo tombèrent hier pour conquérir la joie et la liberté de tous les pauvres travailleurs [4]. »

[1] Voir Horst Karasek : Die deutschen Anarchisten von Chicago*, éd. Wagenbach, Berlin, 1975.*
[2] Joe Hill, né Joel Hägglund (1819-1915), émigra en 1902 aux États-Unis.
[3] « Mon corps si je pouvais choisir / Je voudrais en cendres le réduire / Et puisse la brise emporter / La poussière là où poussent les fleurs / Peut-être alors une fleur flétrie / Reviendra à la vie et refleurira / Ceci est mon dernier vœu / Bonne chance à tous, Joe Hill »
[4] La traduction de l'extrait reproduit ici est, celle du Réveil *du 3 septembre 1927, cité dans* Sacco et Vanzetti *de Ronald Creagh, éd. La Découverte, Paris, 1984, p.231 (NDE).*

Tom Mooney, qui avait été condamné à mort pour l'explosion d'une bombe au cours d'une manifestation patriotique, alors qu'il était innocent. La campagne est un succès, Mooney a la vie sauve. Mais les autorités judiciaires californiennes réclament à présent que leur soit livré Berkman, entre-temps retourné à New York et qu'une lourde peine menace. La justice californienne ne put condamner le propagandiste antimilitariste, grâce aux actions de protestation des ouvriers américains et russes (la Révolution russe venait d'éclater). Mais fin 1919, Alexander Berkman, Emma Goldman et 245 extrémistes de gauche nés en Russie et soutenant la Révolution russe, furent déportés en Russie soviétique.

C'est en mai 1920 que je fis personnellement connaissance avec Alexander Berkman et Emma Goldman, dont les noms m'étaient déjà connus depuis des années pour leurs combats pour la justice sociale, la liberté et la paix. Je les rencontrai à Moscou. Sur les traits du quinquagénaire se lisaient la force de caractère, la détermination, l'énergie. Les contacts personnels que j'eus avec lui me confirmèrent les impressions que je m'étais faites de cet homme qui, dans sa jeunesse, avait mis sa vie en jeu pour la justice, qui affronta tous les périls, et pour qui il n'y avait pas de retour en arrière. Berkman ne m'était pas un étranger. Nous appartenions à la même famille de pensée et avions de nombreux amis communs. C'est donc tout naturellement que nous nous appelâmes par nos prénoms dès notre première rencontre.

Mes conversations avec « Sacha », auxquelles prenait part Emma Goldman, tournaient autour de la Révolution russe, dont la dégénérescence ne manquait pas de nous inquiéter. La dictature du parti bolchevique se faisait toujours plus pesante, la répression des révolutionnaires non communistes toujours plus violente. Les propres mots de Berkman nous disent ce qu'il avait pensé de la Révolution. Dans son livre *Die russische Tragödie,* il écrivit :

«Mon cœur battait sereinement lorsque je partis pour la Russie. Je voulais me mettre entièrement au service du peuple. Je sentais que je rajeunirais en travaillant durement et en me démenant au service du bien commun. J'étais prêt à donner jusqu'à ma vie pour la réalisation du grand espoir du monde, la révolution sociale. »

Mais les libertés gagnées de haute lutte par les travailleurs révolutionnaires leur furent confisquées sans ménagement par le parti communiste. Un jour, Berkman me raconta que Karl Radek, le secrétaire de l'Internationale communiste, lui avait proposé de traduire en anglais le livre de Lénine sur la « maladie infantile » de l'extrême gauche. Berkman se déclara prêt à rendre ce service, à la condition

Henry Clay Frick, qui était responsable du massacre, ne fut pas inquiété. Police et justice restèrent sourdes.

Puisque même les plus hautes autorités se refusaient à intervenir, Alexander Berkman décida d'exercer lui-même des représailles. La poétesse danoise Karin Michaëlis explique pourquoi et comment : *« Berkman, parvenu à l'âge de vingt-deux ans sans jamais avoir jusque-là commis la moindre iniquité ou injustice à travers le monde, décida de sacrifier sa vie. Il veut mettre Frick à mort. Le mettre à mort et se faire tuer lui-même, pour servir à la cause ouvrière. C'est une sorte de propagande par le fait... Réfléchie, comme on réfléchit à vingt ans et qu'on est idéaliste »*.

Berkman fait le long voyage jusqu'à Homestead, entre dans le bureau du directeur général et fait feu à trois reprises sur lui. Frick, seulement légèrement blessé, en réchappe. Berkman est blessé lors de son arrestation et condamné à 22 ans de réclusion. Pendant 11 ans il expie son acte dans l'établissement bien mal famé d'Alleghanie. Il a décrit l'horrible séjour qu'il y passa dans *Prison memoirs of an anarchist* (paru en 1912). Ce livre est un des plus remarquables récits de prison de la littérature mondiale. Berkman montre à quel point des êtres humains peuvent se comporter de manière tout à fait inhumaine dès qu'une administration leur retire toute responsabilité personnelle. Le fait que Berkman ait survécu à toutes les douleurs de ces années montre sa force d'esprit et sa grandeur d'âme.

Libéré en 1906, Alexander Berkman met à nouveau sa vie au service des luttes sociales. Il prend en charge la rédaction du mensuel *Mother Earth* édité par sa compagne de combat Emma Goldman, entreprend des tournées de conférences à travers tout le pays, organise des grèves, des manifestations et des campagnes pour la libération des prisonniers politiques. Alexander Berkman et Emma Goldman militent aussi activement pour la régulation des naissances. Lorsqu'Emma Goldman est condamnée à ce sujet, *The little review anthology* écrit: *« Emma Goldman doit aller en prison car elle exhorte les femmes à ne pas rester bouches cousues et ventres ouverts. »*

Lors de l'entrée des USA dans la Première Guerre mondiale (début 1917), Alexander Berkman se trouve en tête d'un mouvement contre l'instauration du service militaire obligatoire, qui n'avait, jusque-là jamais existé dans ce pays. Cela ne lui rapporte aucun laurier, mais, bien au contraire, il écope de deux ans de prison. Emma Goldman est condamnée elle aussi à la même peine pour le même délit. A sa libération, Berkman se fait l'avocat du leader ouvrier radical

1929 : Amérique du Sud. Impressions argentines

En 1929, je pris part à un congrès syndical inter-américain à Buenos Aires, en tant que représentant de l'internationale syndicale. C'était la FORA, la Fédération ouvrière régionale argentine, qui avait organisé ce congrès. La FORA était le plus ancien syndicat du pays et était de tendance anarchiste ; elle avait publié pendant, vingt ans le quotidien *La Protesta*. De nombreux migrants espagnols et italiens — entre autres Malatesta, célèbre disciple de Bakounine — avaient introduit, l'anarchisme en Argentine. Ici, et dans les autres pays d'Amérique latine, Proudhon, Bakounine et Kropotkine furent connus avant Marx et Engels.

On ne parla pas de conquête du pouvoir politique durant le congrès, mais seulement des intérêts économiques, sociaux et culturels des ouvriers et paysans, qui, selon les participants, ne devaient pas s'en remettre aux politiciens mais au contraire ne compter que sur propres efforts. Les thèses de Lénine sur l'impérialisme étaient encore peu connues Amérique latine, en 1929. Dans cette assemblée d'authentiques représentants ouvriers, on parla des intérêts concrets de la classe ouvrière ; il s'agissait de la défendre contre les entreprises tant étrangères que nationales, et tout autant contre les entreprises publiques. Leurs revendications de l'époque étaient : diminution du temps de travail, à travail égal salaire égal, sans distinction de sexe ou de race, le refus du militarisme, la solidarité entre les travailleurs de tous les pays, la promotion de l'éducation ouvrière, la création d'un bureau syndical pour l'immigration, pour prévenir les inconvénients sociaux dus à une immigration désordonnée, tout comme la mise en place d'une commission pour étudier la réforme agraire et les problèmes paysans qui étaient spécifiques à chaque pays. Bien que la plupart des délégués fussent des anarchistes idéalistes, les problèmes de l'époque furent traités avec un sens profond des solutions pratiques.

L'atmosphère des réunions auxquelles je participai après le congrès en Argentine n'était pas différente de celle d'Europe. Pendant la conférence que je

donnai à des ouvriers du rail français venus construire une ligne de chemin de fer, il y eut une panne de courant. Je continuai à parler dans l'obscurité, mais l'animateur de la séance éclairait mon visage à la lampe de poche, afin que l'auditoire puisse au moins voir l'orateur. Durant cette réunion, les Français présents m'apprirent que le niveau de vie de l'ouvrier argentin n'était pas inférieur à celui des Français. La consommation de viande y était plus forte qu'en France, et l'absence dans les appartements de vénérables vieux meubles n'était pas ressentie comme un manque. Je ne rencontrai aucun analphabète durant mon voyage à travers le pays.

Il y avait des bibliothèques populaires dans toutes les petites villes, et des troupes de théâtre ambulantes visitaient fréquemment les localités de province. Sans doute l'Argentine et l'Uruguay étaient-ils les deux pays les plus développés du continent, comme je pus m'en rendre compte plus tard lors de mes voyages à travers les autres pays d'Amérique latine.

A Rosario, je vécus quelque temps dans la maison de mon ami Diego Abad de Santillán, que j'avais connu à Berlin où il avait étudié, et qui avait épousé la fille de Fritz Kater, le président de la Freien Arbeiter Union. Né en Espagne, il sera un temps ministre de l'Economie du gouvernement de Catalogne durant la guerre civile espagnole.

Quelques auteurs d'attentats anarchistes. Alexander Berkman

Alexander Berkman (Dessin Clifford Harper)

Né en 1870 à Vilna en Russie (en Lituanie, NDE), Alexander Berkman écrivit à l'âge de treize ans une rédaction athée qui éveilla la méfiance de ses professeurs. Lorsque deux ans plus tard il se joignit à un groupe d'étudiants révolutionnaires, le lycéen issu d'un milieu bourgeois fut renvoyé de l'école et inscrit sur la liste noire : ce qui signifiait qu'il ne serait plus admis dans aucun des établissements de l'Empire tsariste. Dans l'impossibilité de continuer ses études, le jeune homme de dix-huit ans émigra aux États-Unis, terre promise des libertés démocratiques, après la mort de son père. Venant d'un milieu révolutionnaire, le jeune immigrant chercha dans sa nouvelle patrie à se joindre à l'avant-garde sociale. Il apprit le métier de compositeur à l'imprimerie new-yorkaise du journal de langue allemande, *Freiheit*, édité par Johann Most. Il appartenait dorénavant à la classe ouvrière.

Au pays de la liberté et du profit, les conditions de vie de la plus grande partie de la population étaient à l'époque loin d'être idéales. La journée de travail était de 10 à 12 heures, les salaires étaient bas, il n'y avait ni assurance-maladie ni pensions de retraite, et les chômeurs vivaient aux limites de la famine.

Quelques mois avant l'arrivée du jeune Alexander Berkman, quatre anarchistes avaient été exécutés à Chicago. L'indignation mondiale à propos de cet assassinat légal était encore fraîche dans les mémoires, lorsqu'en 1892 les ouvriers des aciéries Carnegie de Homestead se mirent en grève pour faire aboutir leurs revendications sur le temps de travail. Lors de la manifestation du 6 juillet, les Pinkerton (police privée au service des patrons) ouvrirent le feu sur les grévistes, tuant onze ouvriers dont un garçon de onze ans. Ce massacre des manifestants désarmés suscita l'indignation dans tout le pays. Même les milieux conservateurs réclamèrent le châtiment des coupables. Mais le directeur général de l'entreprise,

Tous les amis de la paix et de la liberté pleurèrent amèrement la mort de Louis Lecoin, survenue en 1970, à l'âge de 82 ans [2].

[1] Son pacifisme ne l'aveugla cependant pas. Ainsi en 1936, il aida les anarchistes espagnols contre le fascisme (NDE).
[2] En 1964, seize intellectuels français, dont des prix Nobel et des membres de l'Académie Française parrainèrent le militant antimilitariste Lecoin au prix Nobel de la paix. Il est regrettable que le Parlement norvégien ne se prononçât pas pour lui. Cet honneur n'eût pas seulement été bien mérité, il aurait donné un nouvel élan aux militants pacifistes du monde entier et aurait ainsi servi la cause de la paix.

Nicolai, champion de la paix et de la liberté

A Berlin, Otto Lehmann-Russbüldt, secrétaire de la Ligue allemande des droits de l'homme, m'avait convaincu de rendre visite à notre ami politique commun, le professeur Nicolai, qui vivait en Argentine.

Georg Friedrich Nicolai, professeur de médecine et de physiologie à l'université de Berlin, sa ville natale, avait été une personnalité marquante de la Première Guerre mondiale, et même d'après. Lorsque la guerre avait éclaté, il avait refusé de signer le « Manifeste pour la guerre » que des personnalités du monde de la culture allemandes avaient écrit en en faveur du kaiser et de l'Empire. Au lieu de cela, il avait publié en octobre 1914, conjointement avec Albert Einstein, Friedrich Wilhelm Foerster et Otto Buck un « Manifeste contre la guerre ». Dans la forteresse de Graudenz — dans la cellule même où Fritz Reuter avait autrefois été enfermé pour démagogie — Nicolai écrivit *Die Biologie des Krieges* (« La biologie de la guerre »), une œuvre scientifique fondamentale pour le pacifisme, dans laquelle il démontre que la guerre n'a aucun fondement biologique. Il réussit à fuir au Danemark, et publia son livre à Zurich, en 1917. En novembre 1914, Nicolai avait été avec Einstein l'un des fondateurs de la Bundes Neues Vaterland (« Union pour la nouvelle patrie ») qui, après la guerre, prit le nom de Ligue allemande des droits de l'homme. Je fus moi aussi un adhérent de cette ligue.

Nicolai reprit ses cours à l'université de Berlin après la guerre, mais cela lui fut bientôt rendu impossible par des étudiants ultra-nationalistes, futurs nazis. Il se décida à émigrer en Argentine. Après avoir occupé un poste d'enseignant en médecine aux universités de Buenos Aires et de Córdoba (Córdoba qui fut le point de départ des réformes universitaires en Amérique latine), Nicolai se vit offrir un poste de sociologie à l'université de Rosario de Santa Fe, si bien que j'eus plusieurs fois l'occasion de lui rendre visite.

Quelques années suffirent à Nicolai pour qu'il écrive ses livres directement en espagnol. Des nombreux travaux qu'il publia en Argentine, *La base biológica del relativismo cientifico* est particulièrement remarquable. Remarquable aussi son étude *La miseria de la dialéctica* relative à l'ouvrage polémique de Marx et Engels *Misère de la philosophie* (réponse à la *Philosophie de la misère* de Proudhon). Aucun des livres de Nicolai publiés après son départ d'Allemagne n'est disponible en allemand.

La Misère de la dialectique, une œuvre de plus de 450 pages, commence avec Hegel, que Nicolai considère comme un philosophe de l'abracadabra, un descendant des gnostiques et des cabalistes, et se termine avec Marx, dont l'acrobatie qui consiste à avoir mis l'hégélianisme la tête en bas et les pieds en l'air n'est en fait, selon Nicolai, qu'un tour de prestidigitation. A la dialectique multifaciale et irrationnelle, Nicolai oppose le raisonnement scientifique, qui ne connaît aucune ambiguïté, et qui est une force pacifique excluant tout bellicisme.

« La personnalité de Marx, écrit-il à la fin de son ouvrage, *est en partie celle d'une victime, en partie celle d'un vengeur triomphant. Et ce qu'on trouve en grand chez lui, on le retrouve en petit en chacun de nous : nous sommes tous des vainqueurs et des vaincus. Mais faut-il qu'il y ait à jamais des vainqueurs et des vaincus ? Le développement ininterrompu de la science, de la paix et du progrès, qui sont interdépendants, va en sens inverse de la dialectique et de toutes les avancées tâtonnantes. Livius vint en toge aux Carthaginois, comme émissaire pour la paix et pour la guerre. Celui qui ne choisit pas la révolution libératrice par la science devra se contenter de la révolution par la rue.* »

Nicolai fut un apôtre de la paix et de la liberté. Mes conversations avec lui me rappelaient mes entretiens avec Han Ryner. Lors de notre dernière entrevue me revinrent à l'esprit les mots par lesquels Edgar Quinet répondit au philologue allemand Kreutzer, qui remarquait que seul un Français pouvait expliquer avec une si parfaite clarté la philosophie allemande : *« Ne soyez pas surpris qu'il faille une lanterne pour descendre dans les caves obscures »*. Cette métaphore signifiait que l'esprit allemand est profondeur alors que l'esprit français est clarté. Nicolai possédait à la fois la profondeur et la clarté.

Le gouvernement tint parole, la navette entre l'exécutif et le législatif dura encore plus d'un an. Enfin, le 22 décembre 1963, la loi fut promulguée. Les portes des prisons s'ouvrirent pour tous les objecteurs de conscience.

siècle et demi, de lourdes peines sanctionnaient le refus d'effectuer le service national. En 1958 encore, plus de 150 objecteurs de conscience croupissaient dans les prisons françaises. Lecoin s'engagea activement en faveur de leur libération. Conjointement avec Albert Camus, il élabora un statut, permettant aux objecteurs de conscience d'effectuer un service civil de remplacement. Ce texte fut transmis au gouvernement Je 15 octobre 1959. Des sondages révélaient que la plupart des députés voteraient ce projet. Cependant, deux ans plus tard, le gouvernement n'avait toujours pas donné de réponse.

Le 28 mai 1962, Lecoin écrivit au président de la République, Charles de Gaulle, pour l'informer qu'il allait se mettre en grève de la faim à partir du 1er juin, au bureau du comité d'aide aux objecteurs ; et qu'il refuserait de s'alimenter jusqu'à ce que le gouvernement promulgue la loi sur le service civil et libère les objecteurs dont quelques-uns étaient enfermés depuis des années.

Lecoin agit comme annoncé. La presse rendit compte du combat inhabituel du vieux pacifiste. Le cas Lecoin éveilla l'intérêt jusqu'à l'étranger. D'Italie arrivèrent des télégrammes du futur président Saragat et du futur ministre de l'Intérieur Nenni, dans lesquels ils manifestaient leur sympathie à l'égard de ce Lecoin. Des cercles pacifistes des USA envoyèrent des messages de solidarité.

Après 22 jours de grève de la faim, Lecoin était à bout de force. Les médecins le considéraient comme perdu. Les journaux parlaient de sa mort imminente. Alors le chef du gouvernement français fit savoir qu'il soumettrait la proposition de loi sur le service civil au Parlement, et qu'il s'engageait à libérer les objecteurs de conscience emprisonnés. La tension retomba, l'opinion publique était rassurée. Lecoin avait vaincu. Les pacifistes français jubilaient : un vieillard de 75 ans, avec la faim comme seule arme, avait obligé le gouvernement de la grande nation à lâcher prise. Le conservateur *Figaro-magazine* écrivit le 30 juin 1962, sous le titre « Un seul juste suffisait » :

Lecoin, qui se préparait à mourir, est, comme on l'espérait, sauvé. Il entra en grève de la faim, pour que les réfractaires à l'armée pour des motifs de conscience soient libérés. Lecoin a gagné. Une seule volonté d'acier a triomphé de la lenteur d'escargot de l'administration, qui n'avait dans le fond rien contre, mais laissait passer le temps. On sait que le général de Gaulle, favorable à un règlement du statut du service civil voulait garder Lecoin en vie. On a des raisons de supposer que son intervention a accéléré la prise de décision. Ainsi Lecoin, au bord de la tombe, put retrouver la santé.

1930-1933 : le rideau de sang. Contre la marée montante

Quelques mois plus tard, en 1929, j'étais de retour en Allemagne. De nombreux indices portaient à croire qu'au pays des poètes et des penseurs, la démocratie partait à la dérive. Les partis légalistes et parlementaires ne semblaient plus accorder confiance aux institutions légales. Chacun créait sa propre organisation extra-parlementaire et paramilitaire en vue d'une éventuelle guerre civile : les SA et les SS, les « Casques d'acier », « l'Union des combattants du front rouge » et le « Front de fer ». Les nationaux-socialistes, les nationalistes allemands, les communistes et même les sociaux-démocrates se préparaient à l'ultime bataille. La lutte pour le pouvoir se déplaçait à vue d'œil du Parlement vers la rue, où dominaient toujours plus les bataillons bruns d'Hitler.

Il y aurait eu là de quoi nous faire sourire, nous autres syndicalistes et anarchistes, traditionnellement antiparlementaires. Mais nous n'étions pas si frivoles, la situation était beaucoup trop sérieuse. Humble groupe minoritaire, nous n'avions guère les moyens de montrer les dents. Nous ne doutions évidemment pas du camp qu'il nous faudrait défendre le moment venu. Nos militants n'étaient pas restés à l'écart ; nous avions encore à l'époque environ 50 000 adhérents dans nos syndicats.

Quelques années auparavant, à Berlin, au café Adler de la place Donhoff, quatre personnes de sensibilités idéologiques légèrement différentes avaient un jour discuté de philosophie sociale et politique. Il y avait là le marxiste Karl Korsch, exclu du KPD (Parti communiste allemand), l'écrivain Alfred Döblin, socialiste indépendant, l'ancien ministre russe de la Justice, dont nous avons déjà parlé, Isaac Nachman Steinberg, qui avait été en Russie un des dirigeants du parti des socialistes révolutionnaires de gauche, et le rédacteur de ces pages, connu pour son anarcho-syndicalisme. Nous ne nous accordâmes pas sur tous les points, mais la discussion fut si passionnante que nous décidâmes de nous revoir chaque semaine.

Nos réunions attiraient du monde : des non-conformistes, des dissidents, cherchant de nouveaux horizons, vinrent du camp socialiste, des ouvriers, des intellectuels, des étudiants. Nous nous retrouvions de trente à cinquante personnes. Chacun pouvait prendre part à la discussion. Nous n'étions pas une association, nous n'avions ni statuts ni règlement. On n'avait ni à payer de

cotisations ni à se reconnaître dans une ligne idéologique unique. Notre forum était une école socialiste de liberté et de tolérance, dans laquelle chaque opinion était respectée.

Au début des années trente, alors que le danger nazi grandissait, l'idée surgit dans ce cercle de former un front de lutte contre le fascisme et le national-socialisme, auquel se joignirent les organisations à la gauche du KPD, compagnons de Otto Rühle et Franz Pfemfert, communistes conseillistes, syndicalistes et anarchistes. Notre but n'était pas vraiment de défendre la République de Weimar, qui pour nous ne représentait guère un ordre socio-politique idéal. C'est contre le national-socialisme montant, dans lequel nous voyions l'ennemi numéro un, que nous nous unissions. A la vérité, il nous fut bien impossible de contenir le flot hitlérien. Mais les jeunes en quête de liberté passés par notre école de non-dogmatisme constituèrent des éléments de valeur du mouvement progressiste.

Louis Lecoin, un pacifiste radical

Mes compagnons antimilitaristes étaient d'indestructibles « poussières de paix », et tout particulièrement mon vieux compagnon de lutte Louis Lecoin, avec qui j'étais resté en relation depuis mon premier séjour en France, en 1921. Qu'il soit allemand ou français, le militarisme restait pour Lecoin le militarisme. Lors d'une réunion de délégués syndicaux parisiens, il critiqua les camarades qui *« parlent du réarmement outre-Rhin, mais n'ont pas un mot de reproche pour le colossal budget militaire français »*. Il rejetait la guerre en tant que telle, fût-elle contre un ennemi fasciste [1]. Selon lui, aucun régime démocratique, aucune liberté ne valait le prix d'une guerre. Il était prêt à renoncer à son idéal de liberté, qu'il appelait anarchie, s'il lui eût fallu passer sur des monceaux de cadavres.

Né en 1888 dans le centre de la France, petit de taille et fluet de stature, les traits réguliers de son visage de celte blond ne trahissaient guère la force de son caractère. La vie militante de Lecoin commença à l'âge de 22 ans. Durant son service militaire, son régiment reçut l'ordre d'avancer l'arme en main sur des travailleurs en grève. Lecoin refusa d'obéir. Devant la justice militaire, il expliqua qu'on lui avait appris à l'école que l'armée servait à la défense contre un ennemi extérieur, et non à tirer sur des grévistes. Sa conscience lui interdisait de laisser faire de tels abus.

Après six mois de prison, il fut muté dans un bataillon disciplinaire. Peu après sa libération, il milita dans le mouvement libertaire. Il fut condamné à sept ans de prison comme instigateur d'une manifestation politique. Durant la Première Guerre mondiale, il passa de prison en prison. Il passa huit années de sa jeunesse derrière les barreaux. Il a raconté cette partie de sa vie dans son livre De prison en prison.

Libéré en 1920, Louis Lecoin entra à la rédaction du journal anarchiste *Le libertaire*. Durant un demi-siècle, il fut l'âme du mouvement antimilitariste français. Partout où les droits de l'homme étaient à défendre, Lecoin se tenait à la pointe du combat. Il dépeint de façon impressionnante les différentes étapes de sa vie dans ses mémoires : *Le cours d'une vie* (Paris 1965). La Révolution française avait bien aboli le système féodal et proclamé les « droits de l'homme », mais elle avait aussi créé le service national obligatoire pour tous. Et cette mesure, destinée à défendre la Révolution, était devenue une institution conservatrice. Depuis un

feu « gauloise » comme emblème. Ses partisans marchèrent le 6 février 1934 sur le Parlement, dans le but d'en chasser les députés et d'établir leur propre régime dictatorial. Mais la tentative de putsch échoua. Ni les conditions objectives ni les facteurs subjectifs n'étaient réunis pour une telle entreprise. Il n'y avait pas de traumatisme social en France, le « psychisme » du peuple n'était pas alourdi d'une guerre perdue. Alertée par l'écrasement de la démocratie en Allemagne, la gauche française s'unit en un Front populaire.

Une semaine après la marche des Croix-de-feu, le Rassemblement populaire, comme se nommait la gauche, organisa à Paris une grande manifestation à laquelle prirent part des ouvriers, des employés, des intellectuels et des étudiants de tous les partis de gauche, depuis les radicaux bourgeois jusqu'aux communistes. Le « Rassemblement » gagna les élections parlementaires en mai de la même année ; un gouvernement de gauche s'installa pour un temps au pouvoir.

Le gouvernement de Front populaire qui s'ensuivit, sous la direction du socialiste Léon Blum (juin 1936 à juin 1937), introduisit des réformes sociales telles que la semaine de 40 heures, l'allongement des congés payés, qui amenèrent l'apaisement social. En matière de politique étrangère, le gouvernement Blum se trouvait devant un dilemme idéologique : le cœur socialiste inclinait au désarmement et à la paix, mais le bon sens politique commandait le renforcement de l'état d'alerte militaire, après le retrait d'Hitler de la Société des nations et le commencement du réarmement allemand. Les deux tendances étaient inconciliables.

Erich Mühsam, chevalier de la liberté

Le soir de l'incendie du Reichstag (la nuit du 27 au 28 février 1933, NOE), je dînais chez moi en compagnie d'Erich Mühsam. Les nouvelles diffusées par la radio n'annonçaient rien de bon. Le *Völkische Beobachter* (« L'Observateur national »), l'organe du parti nazi, avait depuis longtemps excité la haine contre Erich Mühsam, « juif et anarchiste ». On lui reprochait sa participation à la République des conseils de Bavière et d'être responsable de l'exécution des otages du 25 avril 1919, bien qu'il eût déjà été fait prisonnier le 13 avril 1919. Mühsam se trouvait en grand danger. Je lui conseillai de ne plus rentrer à son appartement. *« Reste passer la nuit ici,* lui dis-je*, à l'étage en dessous de chez moi habite un sergent de ville proche du SPD, qui m'a promis de m'avertir à temps. Les SA et SS prennent toujours avec eux un policier du poste le plus proche pour les rafles, qu'ils préparent la veille. Nous sommes encore en sécurité cette nuit. »* Erich Mühsam ne voyait pas le danger aussi grand. Il avait l'intention de fuir le lendemain vers Prague, et rentra chez lui pour préparer son voyage. Mais il ne put partir : le lendemain matin, il fut arrêté dans son appartement.

La triste fin de Mühsam est connue. Lorsqu'on somma le prisonnier de chanter le Horst-Wessellied des nazis, il entonna l'Internationale. On voulut le forcer à creuser sa propre tombe et à lécher des crachats sur le sol. Il résista de toute la force de son caractère aux humiliations et à la douleur. Il expliqua à ses compagnons de détention qu'il ne ferait pas aux bourreaux le plaisir de se tuer. Au matin du 10 juillet 1934, on le retrouva pendu dans les latrines de la prison d'Oranienburg. Ses souffrances avaient duré quinze mois [1].

Quelques jours après l'incendie du Reichstag, alors que je rentrais chez moi vers les neuf heures du soir (j'habitais Wilmersdorf, Auguststraße 62) je fus

attaqué par trois jeunes gens. Je réussis à me dégager et à refermer prestement la porte de la maison derrière moi. Il était maintenant grand temps de disparaître. Une fois assis dans le train qui m'emmenait vers Paris, je vis des affiches collées aux colonnes publicitaires de Berlin, représentant des anti-nazis recherchés : j'y reconnus mon portrait.

Les barbares ne purent m'arrêter, mais ils emmenèrent mon frère Max, qui séjournait quelque temps chez moi. Au commissariat, quand ils se rendirent compte qu'ils avaient fait erreur, ils le passèrent à tabac et le laissèrent filer. Ils détruisirent ma bibliothèque, emportèrent les œuvres classiques et brûlèrent les livres socialistes et anarchistes à même la rue. Un rideau de sang s'était abattu sur l'Allemagne. Ma seconde émigration devait durer plus longtemps que la première.

[1] Quelques semaines après, à Paris, j'écrivis une brochure sur la vie, les souffrances et la mort d'Erich Mühsam, qui fut publiée par les syndicalistes espagnols de Barcelone sous le titre : Caballero de la libertad *(« Chevalier de la liberté »).*

1933 : deuxième émigration. Retour en France

Arrivé à Paris, j'écrivis à la demande de mes compagnons suédois un pamphlet contre le national-socialisme, qui fut publié à Stockholm sous le titre *Den bruna pesten* (« La peste brune »). Les syndicalistes suédois organisèrent un boycott économique et culturel du Troisième Reich, mais le résultat de leur campagne fut maigre : quelques cinémas retirèrent de leurs programmes les films nazis à la demande du public... Un succès moral pour la propagande anti-nazie, sans doute, mais qui ne fit guère plus de mal au régime nazi qu'une piqûre de moustique.

En France et particulièrement à Paris, il n'y avait jamais eu autant d'émigrants politiques allemands qu'en ce début de l'ère hitlérienne. Le nombre de réfugiés était si grand, que Georg Bernhard, l'ancien rédacteur en chef du *Vossischen Zeitung* de Berlin, pensa qu'il était économiquement possible d'éditer une feuille quotidienne, *Der pariser Tageblatt*. Leopold Schwarzschild avait transféré son *Tagebuch* des bords de la Spree aux quais de la Seine, et Willy Münzenberg publia un temps *Die Zukunft* (« L'Avenir ») après sa rupture Staline.

Au début, je fréquentais les réunions d'émigrants allemands, où l'on parlait aussi bien de problèmes politiques et de théories sociales que de thèmes littéraires. J'ai encore à l'oreille les paroles d'orateurs marxistes, qui voyaient dans le fascisme et l'hitlérisme la phase finale du capitalisme prédite par Marx, qui serait à coup sûr suivie de la révolution prolétarienne mondiale. D'un niveau un peu plus élevé étaient mes discussions avec Helmut von Gerlach, que je rencontrais assez souvent à la Ligue française des droits de l'homme, et avec Alfred Doblin, avec qui je prenais le café à la Closerie des Lilas, à Montparnasse.

Je gagnais mon pain quotidien et mon bifteck hebdomadaire comme journaliste indépendant : j'écrivais pour le *Göteborgsposten* (Göteborg), *Arbetaren* (Stockholm) et le *Freie Arbeiter Stimme* de New York. A Paris, où j'avais des parents français et où j'entretenais des contacts étroits avec les compagnons libertaires, je me sentais chez moi, tant culturellement qu'humainement et intellectuellement. Mes camarades français me considéraient comme l'un des leurs, d'autant que j'avais épousé une Française.

En France aussi, il existait un mouvement ultra-nationaliste sur le modèle de Mussolini et d'Hitler, mais qui ne parvint pas à sortir de son lit. Son initiateur était le colonel de la Rocque, qui pour imiter la croix gammée choisit la croix de